

INVESTIR AU CANADA

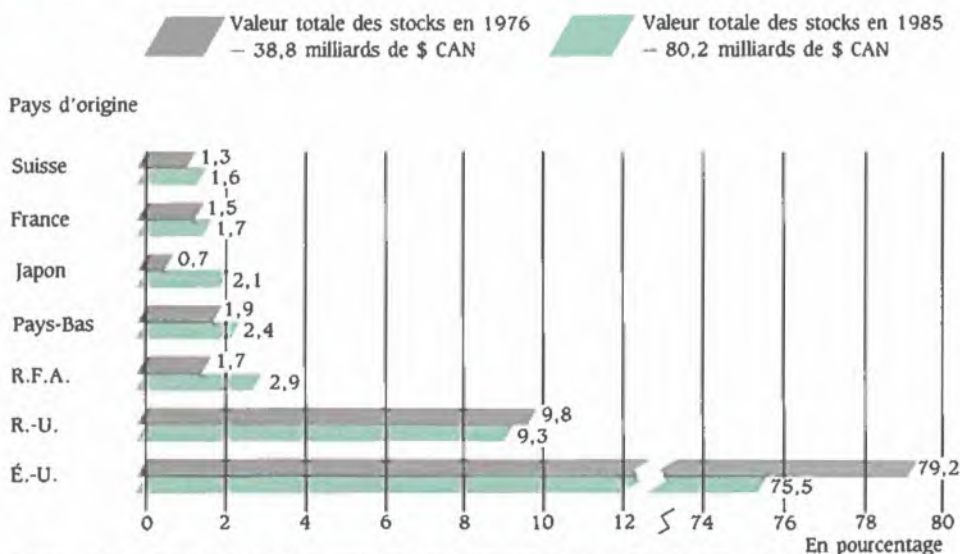
UN BULLETIN SUR LE CLIMAT D'AFFAIRES AU CANADA

Vol. 2, N° 1 – Été 1988

BILAN DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX DU CANADA

Cet article présente certaines des plus récentes statistiques de Statistique Canada, telles qu'adaptées par la Division de la recherche d'Investissement Canada. On y trouve une image précise du bilan des investissements canadiens au sein de l'économie mondiale.

COMPARAISON DES SOURCES D'INVESTISSEMENTS DIRECTS AU CANADA
DE 1976 À 1985 (% des stocks totaux des IDE)



Source : Statistique Canada, *Bilan canadien des investissements internationaux*, 1976, 1985. Adapté par Investissement Canada.

La conjoncture économique mondiale a évolué de façon spectaculaire ces dernières années et la croissance de l'économie canadienne a été très forte au cours de cette période, particulièrement au chapitre des investissements.

Le Japon est maintenant le plus grand exportateur net de capitaux, mais la part de l'Allemagne de l'Ouest et celle de l'Italie ont augmenté. D'autres pays, qui n'avaient pas manifesté dans le passé de propension à investir à l'étranger, ont contribué sensiblement à la progression des investissements internationaux. Mentionnons notamment la Suède, l'Australie, la Corée du Sud et Hong Kong. En même temps, des sources traditionnelles d'investissements, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, ont vu leurs parts diminuer.

(suite à la page 4)

INTERVIEW AVEC JEAN-PIERRE MATHIEU

« Nous sommes venus ici
au bon moment »

Jean-Pierre Mathieu est le conseiller en investissement d'Investissement Canada en poste à l'Ambassade du Canada à Paris.



Photo Réjean Lemieux

(suite à la page 6)

DANS CE NUMÉRO

Les investissements étrangers au Canada et les investissements canadiens à l'étranger : six décennies de variations C.F.J. Richards poursuit son analyse des statistiques sur les investissements

Bases de données sur les occasions d'investissement
Participez à la recherche d'Investissement Canada.

Publications actuelles
Nouveau : *L'investissement au Canada* – titres choisis; la version logicielle de *L'atout canadien*; *Trade liberalization and International Investment*, par Alan Rugman.



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA

■ LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU CANADA

ET LES INVESTISSEMENTS CANADIENS À L'ÉTRANGER :

Six décennies de variations

Le présent article est le second de deux articles par C.F.J. Richards, chef, Section du bilan des investissements internationaux de la Division de l'économie internationale et financière de Statistique Canada. Le premier article, « Statistiques sur les investissements internationaux : peut-on les comparer? », a paru dans le numéro du printemps 1988 d'Investir au Canada.

L'histoire des investissements étrangers au Canada et des investissements canadiens à l'étranger n'est aucunement simple. Comme pour les statistiques sur les investissements internationaux, dont nous avons parlé dans l'article précédent, il peut y avoir confusion et fausse information si les termes ne sont pas définis avec soin et si les définitions ne sont pas comprises par les usagers.

Parmi les capitaux étrangers investis au Canada, Statistique Canada définit comme investissements directs la valeur comptable des investissements à long terme au Canada (tant en actions qu'en obligations) par un habitant d'un autre pays ou un groupe lié qui à la fois peut avoir de l'influence sur les affaires d'une entreprise et qui est propriétaire d'environ 10 % des actions de l'entreprise.

« Les investisseurs directs, dans la plupart des cas, finissent aussi par contrôler l'entreprise. »

Ce pourcentage peut sembler anormalement faible. En fait, les investisseurs directs, dans la plupart des cas, finissent aussi par contrôler l'entreprise. La quantité d'investissements directs qui ne font pas partie des investissements de contrôle est minime.

Depuis 1926, les habitants des États-Unis ont détenu la part du lion des investissements directs étrangers au Canada (IDEC). Cette proportion a varié d'un maximum de 87 % au début des années 50 à un minimum de 73 % en 1986. En comparaison, la Grande-Bretagne, qui est ici le deuxième investisseur direct en importance, a environ 9 % du total, l'Allemagne de l'Ouest 3 %, et les Pays-Bas, la France et le Japon 2 % chacun.

Au Canada, les investissements directs ont atteint un sommet dans la période de 1955 à 1970 alors qu'ils représentaient un peu plus de 50 % du passif

brut total. À la fin de 1985, la part de ces investissements directs avait chuté à 27 %, la même proportion qu'en 1926. La seule période pendant laquelle les investissements directs ont dépassé les placements de portefeuille a été les 25 ans de 1952 à 1977.

Il est peu étonnant que la période de 1952 à 1977 ait coïncidé avec l'ère du nationalisme économique au Canada. La croissance des investissements directs étrangers, tant en termes absolus que relatifs, a semblé vouloir dire que le contrôle des ressources économiques du Canada passait en des mains étrangères.

« Les investissements directs ont atteint un sommet dans la période de 1955 à 1970. »

Diverses commissions (de Gordon à Wahn à Gray) et divers organismes de l'État (comme l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE)) ont été établis pour s'occuper du problème de la propriété et du contrôle étrangers de l'industrie canadienne.

Rétrospectivement, nous pourrions peut-être constater que la période de 1952 à 1977 était une aberration dans notre histoire économique. Ces dernières années, le taux de croissance des investissements directs étrangers au Canada (IDEC) a été nettement faible lorsqu'on le compare à celui des investissements directs canadiens à l'étranger. Pendant la période de six ans qui s'est terminée en 1985, les IDEC ont augmenté de 55 %; les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté de 155 %.

« La seule période pendant laquelle les investissements directs ont dépassé les placements de portefeuille a été les 25 ans de 1952 à 1977. »

La plupart des analystes ne voient pas une raison qui explique à elle seule au moins une partie de cet écart : les investissements directs sont comptabilisés à la valeur comptable. Pour les IDEC, ils sont basés sur la valeur comptable des entreprises canadiennes. Les investissements directs canadiens à l'étranger, toutefois, sont comptabilisés à la valeur comptable des filiales et des sociétés apparentées à l'étranger des entreprises canadiennes. Ces dernières années, une part importante de l'augmentation des ID canadiens à l'étranger est simplement attribuable à la dépréciation du dollar canadien par rapport aux devises étrangères.

Il convient également de se rappeler les écarts entre les monnaies lorsque l'on compare les investissements directs étrangers et les placements de portefeuille étrangers au Canada. Tout investissement à long terme qui n'est pas considéré comme investissement direct est considéré comme placement de portefeuille.

La plupart des investissements de portefeuille étrangers au Canada sont composés d'obligations et d'autres titres de créance, dont beaucoup sont libellés en monnaies étrangères.

La dépréciation du dollar canadien par rapport aux devises étrangères a un effet important sur la valeur des placements de portefeuille étrangers au Canada. La plus grande partie de la croissance réelle des investissements directs étrangers au Canada est attribuable à la croissance des bénéfices non répartis.

« Il est peu étonnant que la période de 1952 à 1977 ait coïncidé avec l'ère du nationalisme économique au Canada. »

Les placements de portefeuille étrangers atteignaient 61 % du passif brut du Canada en 1926. Leur part relative a alors diminué régulièrement jusqu'à 28 % à la fin de 1971 et a recommencé à augmenter pour atteindre 49 % à la fin de 1986. Dans les seules deux dernières années, une hausse des investissements japonais a contribué à faire augmenter les placements de portefeuille étrangers de six points.

En termes absolus, l'augmentation des placements de portefeuille a été environ 2,5 fois plus grande que celle des investissements directs (102,7 milliards de dollars contre 38,7 milliards de dollars). Par conséquent, on pourrait se demander si le ralentissement des investissements directs étrangers a été absorbé par les placements de portefeuille. La réponse est sans équivoque : non. Le déclin relatif des investissements directs étrangers a touché le capital-actions détenu par le secteur privé. L'augmentation relative des placements de portefeuille était en grande partie attribuable aux titres de créance du secteur public et comprenait les entreprises de service public appartenant aux provinces.

Les ID canadiens à l'étranger ont connu une évolution variable, dans trois périodes distinctes : 1926 à 1976, 1977 à 1981 et 1982 à 1986. De 1926 à 1976, le taux de croissance des ID

canadiens à l'étranger était prévisible. À partir de 1977, les ID canadiens à l'étranger ont augmenté à un rythme sans précédent. Ils ont pratiquement triplé en cinq ans. Les États-Unis ont repris leur position dominante comme destination des ID canadiens à l'étranger. Cette croissance est en grande partie attribuable à trois secteurs : les industries manufacturières, le pétrole et le gaz naturel et l'immobilier. Bien que les industries manufacturières aient maintenu leur position, il y a eu des transferts entre les sous-catégories ; par exemple, les produits chimiques et connexes ont pris de l'importance par rapport aux boissons ou au fer et aux produits du fer. Toutefois, en 1982, le taux de croissance a ralenti de façon nette. Nous sommes actuellement dans une période de stabilisation.

En général, comme pour les autres opérations d'investissement, les États-Unis ont toujours été la destination la plus importante des ID canadiens à l'étranger. La part des États-Unis a augmenté d'environ les deux tiers de tous les ID canadiens à l'étranger à la fin des années 20 à près des quatre cinquièmes à la fin des années 40 et au début des années 50. Par la suite, il y a eu un déclin régulier de la part relative des États-Unis jusqu'à 50 % à la fin de 1973. La part des États-Unis dans les ID canadiens à l'étranger a augmenté à nouveau pour atteindre 71 % à la fin de 1986.

Toutefois, en comparaison, la part des États-Unis dans les investissements directs étrangers au Canada, qui a aussi atteint un sommet dans les années 50 à environ 87 %, a diminué à approximativement 73 % en 1986. Il semble donc que par des cheminements différents, le pourcentage des États-Unis dans les ID canadiens à l'étranger et dans les IDEC a atteint à peu près le même niveau.

Ces dernières années, il y a eu une diminution relative des ID canadiens à l'étranger dans les pays en développement. Depuis la fin des années 70, les ID canadiens à l'étranger ont augmenté à un rythme équivalant à peu près au tiers de celui des pays développés. Parmi les régions en développement, les ID canadiens à l'étranger ont augmenté le plus vite en Asie. L'Indonésie est le principal pays à recevoir ces investissements. Pour la première fois depuis 1972,

les investissements directs canadiens dans les pays en développement ont diminué en termes absolus en 1985.

Le rôle des sociétés de portefeuille intermédiaires dans les ID canadiens à l'étranger a augmenté à un tel point ces dernières années que la tâche de recueillir les statistiques et de bien répartir par pays et par secteur d'activité les ID canadiens à l'étranger est beaucoup plus complexe qu'elle ne l'était. Certains des investissements directs réalisés temporairement dans certains pays des Antilles par des sociétés de portefeuille, par exemple, seront plus tard réacheminés vers d'autres pays.

« La période de 1952 à 1977 était peut-être une aberration dans notre histoire économique. »

Par ailleurs, une bonne partie des ID canadiens à l'étranger est entre les mains de familles, et non d'institutions, de groupes de gestion ou d'autres groupes. Il faut évoquer ici la possibilité que les dirigeants de ces entreprises puissent quand ils le veulent aller habiter à l'extérieur du Canada et y emporter leurs actifs. (Jusqu'ici, ces départs éventuels du Canada pour des raisons fiscales ou d'autres raisons n'ont pas influé de façon substantielle sur le volume des ID canadiens à l'étranger).

Les investissements directs à l'étranger sont aussi classés en fonction du pays de propriété réelle des capitaux investis et du pays de contrôle de la société dominante. En vertu de cette classification, une partie des investissements directs canadiens à l'étranger est attribuée à des intérêts étrangers en proportion de leur propriété des entreprises canadiennes. À la fin de 1983, les habitants du Canada avaient des investissements directs de 28 milliards de dollars, soit 64 % des investissements directs totaux, mais contrôlaient une part plus importante de 31,7 milliards de dollars, soit 84 % du total. À l'inverse, les habitants d'autres pays, par leurs placements dans des entreprises canadiennes, détenaient 9,8 milliards de

dollars, soit 26 % des investissements directs à l'étranger, mais en contrôlaient une moins grande partie (16 %).

À la fin de 1983, 1 460 entreprises canadiennes avaient des investissements directs dans 3 723 entreprises étrangères. Quelque 5 % de ces entreprises canadiennes détenaient 78 % de la valeur des investissements à l'étranger, ce qui traduit une concentration des investissements entre les mains des quelques entreprises canadiennes. Les entreprises contrôlées par des Canadiens ont investi en moyenne dans un plus grand nombre d'entreprises étrangères que les entreprises contrôlées par des habitants d'autres pays.

« Par des cheminements différents, le pourcentage des États-Unis dans les ID canadiens à l'étranger et dans les IDEC a atteint à peu près le même niveau. »

Dans une autre classification, les investissements à l'étranger contrôlés par des intérêts canadiens sont ventilés selon la proportion des capitaux employés constituant des investissements directs et la proportion appartenant à des tiers. À la fin de 1983, les investissements à l'étranger appartenant à des intérêts canadiens ont atteint

73,1 milliards de dollars, dont 52 % appartenaient à des investisseurs directs canadiens et les autres 48 % à des tiers.

Les placements de portefeuille canadiens à l'étranger, par ailleurs, sont restés à un niveau assez stable d'un cinquième de tous les investissements canadiens à long terme à l'étranger ces dernières années. Il faut attribuer cette performance au cycle haussier de cinq ans, de 1982 à 1987, et à la popularité de fonds mutuels placés dans le monde entier. Il reste à voir l'effet qu'aura le krach d'octobre 1987 sur les placements de portefeuille canadiens à l'étranger. 🍁

BILAN DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

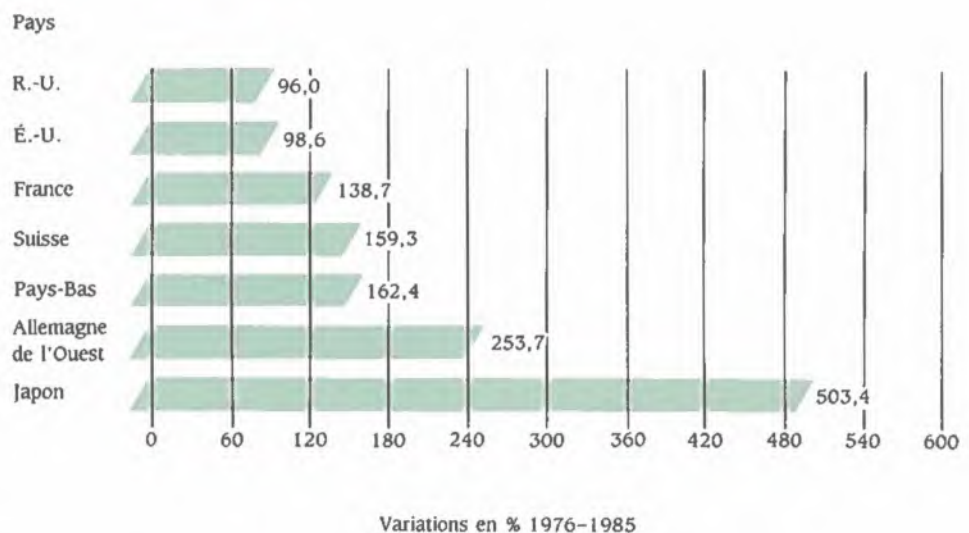
DU CANADA (suite de la page 1)

Malgré ces changements, les investissements internationaux du Canada sont demeurés stables, à environ quatre pour cent, mais des investissements effectués récemment aux États-Unis et au Royaume-Uni devraient hausser cette proportion.

L'évolution de la conjoncture globale sous-tendant les flux d'investissement se reflète dans les changements intervenus dans les stocks d'investissements directs étrangers (IDE) effectués au Canada ces dernières années.

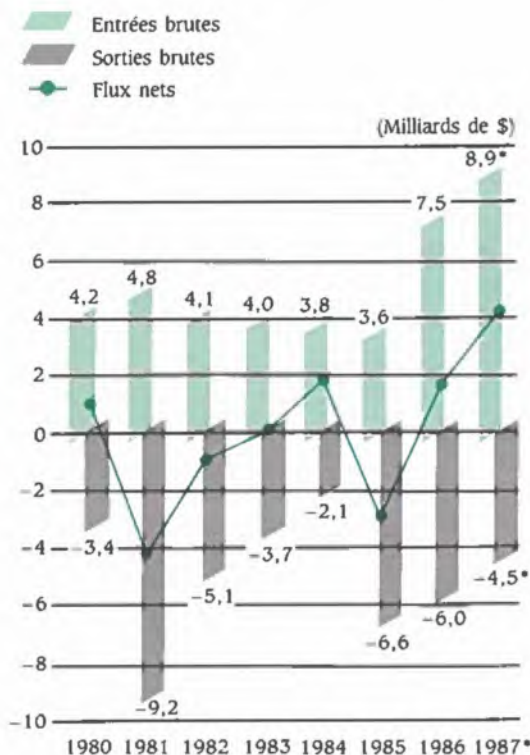
Les investisseurs américains contrôlent toujours au moins les trois quarts des stocks des IDE au Canada. Néanmoins, la prééminence américaine a été minée, lentement mais sûrement, par la croissance relativement rapide des investissements réalisés au Canada par l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas et le Japon, ainsi que par la France et la Suisse. La valeur absolue des investissements britanniques effectués au Canada a également augmenté, et, bien que la part britannique des stocks des IDE ait reculé en regard de ce qu'elle était il y a 25 ans, cette proportion a commencé à croître régulièrement ces dernières années.

VARIATION EN POURCENTAGE DES IDE AU CANADA SELON LE PAYS D'ORIGINE



Source : Statistique Canada, *Bilan canadien des investissements internationaux*, 1976, 1985. Adapté par Investissement Canada.

FLUX BRUTS ET NETS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU CANADA

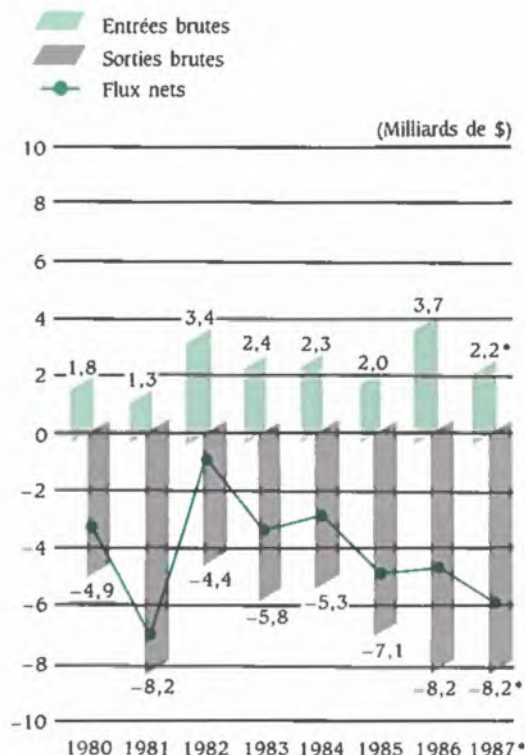


*Données préliminaires.

Source : Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, quatrième trimestre 1987.

Données révisées : Investissement Canada, mars 1988.

FLUX BRUTS ET NETS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS CANADIENS À L'ÉTRANGER



*Données préliminaires.

Source : Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, quatrième trimestre 1987.

Données révisées : Investissement Canada, mars 1988.

De plus en plus d'investisseurs de toutes les régions du monde constatent que le Canada est un endroit attrayant où investir et faire des affaires. Les chiffres préliminaires indiquent que les flux bruts d'investissements directs ont plus que doublé au cours des deux dernières années, ayant atteint un sommet sans précédent de près de neuf milliards de dollars l'an dernier.

Les investisseurs canadiens, eux aussi, s'adaptent au nouveau contexte de l'investissement étranger. Les investissements directs canadiens à l'étranger ont avancé rapidement : ils ont presque doublé au cours des cinq dernières années, atteignant des sommets inégalés — plus de huit milliards de dollars — pour la deuxième année consécutive l'an dernier.

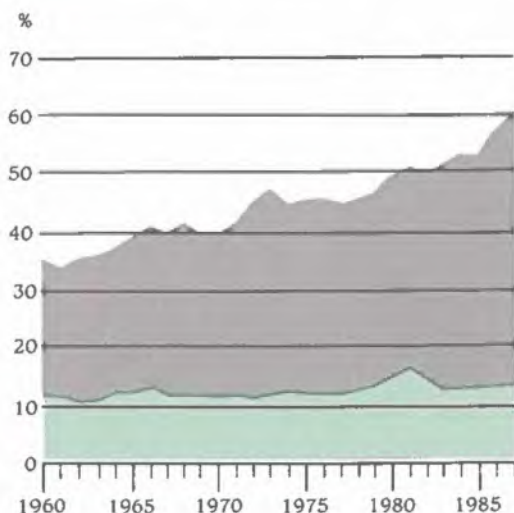
Ces chiffres illustrent la croissance des entreprises canadiennes à l'étranger. En tant que chefs de file mondiaux dans certains domaines de la technologie et de l'innovation, elles peuvent tirer le meilleur parti possible de leur expertise en l'exportant dans de nouveaux pays et sur de nouveaux marchés.

Ainsi, Northern Telecom, qui a été à la tête de la révolution numérique dans les communications, est en train de moderniser tout le réseau téléphonique du gouvernement américain à Washington. Olympia & York, qui remodèle la silhouette du sud de Manhattan depuis plus d'une décennie, entreprend la même tâche à Londres en Angleterre, en lançant le projet Canary Wharf, le plus grand projet immobilier du monde.

Il existe deux types d'investissements : ceux concernant la construction et ceux consacrés à la machinerie et à l'équipement. C'est ce dernier type d'investissement qui contribue le plus à la productivité et à la compétitivité. Au cours des 27 dernières années, la proportion des investissements consacrés à la machinerie et à l'équipement est passée de 33 à 60 % et le pourcentage du PIB que constituent ces investissements a lui aussi augmenté, particulièrement depuis le début des années 80. Cette proportion atteint actuellement 8 %, soit plus du double du taux observé en 1961 (3,5 %) et bien plus que la moyenne des 27 dernières années (5,3 %). Par conséquent, le pourcentage du PIB que constituent les investissements les plus productifs a augmenté, bien qu'en valeur relative il ait diminué récemment. ►

MACHINES ET MATÉRIEL EN % DU
TOTAL DES INVESTISSEMENTS RÉELS
INVESTISSEMENTS COMMERCIAUX
RÉELS EN % DU PIB

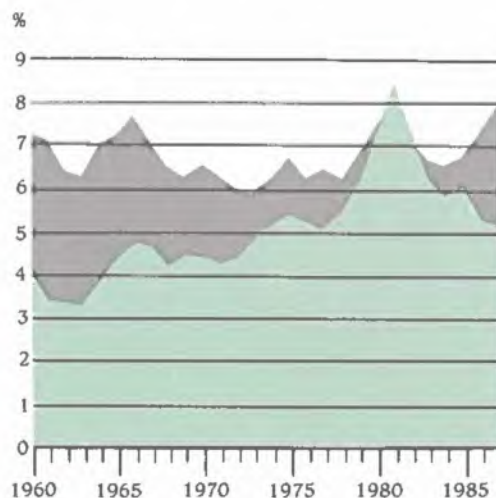
Machines et matériel en % du total
des investissements commerciaux
Investissements commerciaux réels
en % du PIB



Source : Statistique Canada, CANSIM.

INVESTISSEMENTS COMMERCIAUX
RÉELS EN % DU PIB

Construction
Machines et matériel



Source : Statistique Canada, Comptes
nationaux.

La valeur des investissements réels effectués dans les entreprises est passée de 14,8 milliards de dollars en 1960 à 55,8 milliards de dollars en 1987, ce qui correspond à un taux de croissance de 5 % par année. Au cours des 27 dernières années, le pourcentage du PIB que constituent les investissements effectués dans des entreprises, évalué en dollars constants, s'est élevé en moyenne à 11,9 %.

Ces indicateurs montrent que le Canada est un endroit intéressant où investir avec un minimum de risques. Nul doute que les investisseurs surveilleront avec attention ces indicateurs alors que l'Entente de libre-échange entrera en vigueur. La plupart des observateurs prévoient des augmentations de l'investissement commercial intérieur ainsi que de l'investissement étranger lorsque de plus en plus d'investisseurs voudront être en mesure de desservir le marché canado-américain depuis une base d'opérations canadienne. 🍁

■ INTERVIEW AVEC JEAN-PIERRE MATHIEU

« Nous sommes venus ici au bon moment » (suite de la page 1)

M. Mathieu possède une très vaste expérience en commerce et en marketing international. Depuis 1975, il est à l'emploi de CÉGIR, où il occupait tout récemment le poste de vice-président, Asie et Pacifique. Après avoir passé deux ans et demi à Paris, il quittera son poste à l'Ambassade à l'automne de 1988. L'interview suivante a été réalisée en mai 1988.

Peut-être pourrions-nous commencer avec un bref résumé de ce que vous faites à Paris?

Le programme de développement de l'investissement à Paris a débuté il y a deux ans. Dès le début, nous avons adopté une approche directe et dynamique afin de rencontrer les investisseurs éventuels intéressés à investir au Canada.

« Le potentiel est tellement énorme en Europe! C'est un mystère que si peu d'entreprises canadiennes y viennent! »

La première année, nous partions de zéro. Nous avons décidé qu'il serait plus efficace de prendre contact directement avec les entreprises susceptibles

d'investir. Afin de repérer les investisseurs éventuels, nous avons entrepris d'étudier trois secteurs : les matériaux de pointe, la biotechnologie et la micro-électronique.

En six mois, nous avons mis au point un système entièrement informatisé qui nous permet de repérer sur une base sectorielle et régionale les sociétés susceptibles d'investir, et comprenant à la fois le repérage et le suivi. Ce système, appelé PARINVEST, est un outil de gestion quotidienne, conçu afin de nous permettre de repérer les investisseurs éventuels, d'organiser des activités de promotion dirigées vers eux et de faire le suivi de ces activités.

« Nous avons ainsi dressé une liste de 300 investisseurs possibles. »

Nous avons ainsi dressé une liste de près de trois cents investisseurs possibles, et nous avons commencé à rencontrer ces sociétés le printemps dernier (1987). À chaque fois, nous avons tenu à rencontrer le président et les cadres supérieurs, parce que ce sont eux qui connaissent la stratégie de l'entreprise concernant la pénétration des marchés étrangers, et ce sont eux qui prennent les décisions.

Pourquoi avez-vous étudié ces entreprises par secteur?

Nous estimons qu'il est plus important d'avoir une approche ciblée qu'une approche globale – et nous recueillons cette année les fruits de nos efforts. Toutes les entreprises que nous avons suivies l'an dernier dans le cadre de nos études sectorielles sont des investisseurs importants. Cette année, nous étudierons deux ou trois secteurs que nous n'avons pas été en mesure de couvrir l'an dernier, comme la défense et l'aérospatiale, qui sont très importantes en France.

Notre plan est simple et concret, et il fonctionne. Vous apprenez à connaître un secteur précis, et vous êtes plus convaincant lorsque vous parlez aux gens d'un secteur donné, en France ou au Canada.



Photo Réjean Lemieux

Qu'est-ce qui attire les investisseurs français au Canada?

Les investisseurs français savent qu'il est plus facile de faire des affaires au Canada qu'aux États-Unis; il leur paraît moins risqué de s'installer au Canada plutôt que d'entrer directement sur le marché américain. Ils savent qu'il en coûte moins cher, à divers points de vue, de faire des affaires ici. De plus, nous leur répétons souvent qu'ils peuvent facilement trouver un partenaire au Canada – une entreprise qui recherche une nouvelle technologie, qui fait des affaires avec les américains depuis longtemps. La coentreprise avec la société canadienne accélérera le processus de pénétration du marché, épargnant ainsi beaucoup de temps et d'argent.

« Nous estimons qu'il est plus important d'avoir une approche ciblée qu'une approche globale. »

Êtes-vous en mesure de voir des résultats de vos efforts?

En 1987, les sociétés françaises ont investi au Canada un milliard de dollars en acquisitions, en investissements directs et en coentreprises. L'équipe de développement de l'investissement de Paris a participé d'une façon ou d'une autre à la mise en œuvre d'un tiers de ces investissements. Il s'agit donc d'environ 350 millions que nous

Jean-Pierre Mathieu

avons attiré au pays au moyen de nos contacts et de nos activités de promotion et de repérage.

J'insiste sur le fait qu'il s'agit d'un travail d'équipe, non seulement avec les gens en poste à Paris – Marie Vanasse, Michel Bélanger, Céline Bilodeau et moi-même – mais également à Ottawa, avec le MEIR, Investissement Canada et les Affaires extérieures. Rien de tout ceci n'aurait pu être réalisé sans une collaboration étroite entre tous les intervenants.

Quelle direction l'industrie française prend-elle?

La France évolue très rapidement. Les sociétés françaises sont très actives dans le développement de nouvelles technologies et dans la R-D. Cependant, en ce qui a trait à la commercialisation, elles ont encore beaucoup à faire.

« Un élément qui nous a énormément aidés . . . est la confirmation qu'il y aura une entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. »

La part du marché mondial détenue par la France a reculé, perdant cinq ou six pour cent au cours des cinq ou six dernières années. Cette situation est ►

en train de changer. Le gouvernement français a réussi à convaincre les entreprises de réduire leurs activités d'exportation et d'augmenter leurs investissements dans les pays étrangers. Depuis 1986, le gouvernement s'est donné une stratégie internationale qui vise à faire en sorte que les sociétés françaises s'installent sur les marchés étrangers plutôt que de se contenter d'exporter. Nous sommes arrivés au même moment, et avec le même message — nous essayons également d'attirer ces entreprises dans un pays étranger.

«Les entreprises que nous avons suivies l'an dernier dans le cadre de nos études sectorielles sont des investisseurs importants.»

«Les entreprises que nous rencontrons considèrent ces échéances comme très importantes.»

Et, en retour, trouvez-vous des investisseurs canadiens qui s'intéressent à la France et à l'Europe?

Notre mandat est d'attirer des investissements français au Canada, mais l'effet de notre travail est souvent double. Si nous attirons une entreprise française au Canada, afin d'y établir une coentreprise avec une société canadienne, cela donne au partenaire canadien l'occasion d'aller à son tour en Europe et de s'y joindre à son partenaire français pour pénétrer le marché européen.

Le potentiel est tellement énorme en Europe! C'est un mystère que si peu d'entreprises canadiennes viennent en Europe pour y trouver de la technologie qu'elles pourraient ramener au Canada.

Quelles tendances générales observez-vous en Europe?

Ce qui se passe aujourd'hui en termes de commerce international ou d'investissement est relativement nouveau. On assiste à la mise en place d'ententes de libre-échange dans les deux marchés les plus importants du monde, l'Amérique du Nord et l'Europe. L'Europe devrait former un seul marché en 1992, et l'entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis sera mise en place au cours des dix prochaines années.

Toutes les entreprises que nous rencontrons considèrent ces deux échéances comme très importantes. Les entreprises se sont donné comme priorité d'établir leurs positions en Europe avant 1992.

«En 1987, les sociétés françaises ont investi au Canada environ un milliard de dollars.»

Un élément qui nous a énormément aidé au cours des six ou sept derniers mois est la confirmation qu'il y aura une entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Cela a ouvert les yeux à un grand nombre de sociétés européennes, qui s'emploient maintenant à étudier une série de possibilités afin de s'installer en Amérique du Nord le plus tôt possible.

Nous sommes venus ici au bon moment. Notre programme de développement de l'investissement est arrivé au moment le plus opportun, parce que toutes les sociétés du monde repenseront leur activités internationales au cours des deux ou trois prochaines années, en Europe, en Amérique du Nord, au Japon. Nos activités s'insèrent directement dans le cadre de cette globalisation du marché. 🍁

— interview de Susan MacMaster, Investissement Canada.



Photo Réjean Lemieux

■ Un élément qui nous a énormément aidés au cours des six ou sept derniers mois est la confirmation de l'entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

■ Bases de données sur les occasions d'investissement

Investissement Canada publiera cet automne, dans le prochain numéro d'*Investir au Canada*, un article sur les bases de données sur les occasions d'investissement en usage au Canada.

Les bases de données sur les occasions d'investissement sont des systèmes d'information électroniques mis à la disposition des investisseurs à la recherche d'occasions d'investissement et des entrepreneurs désireux de trouver des gens d'affaires intéressés à investir des capitaux dans leur entreprise. Il peut s'agir de nouvelles entreprises, d'entreprises en pleine expansion ou d'entreprises bien établies.

Grâce à ces bases de données, les investisseurs et entrepreneurs à la recherche d'un partenaire d'investissement aboutissent souvent à un jumelage profitable pour les deux parties.

Investissement Canada effectue présentement une recherche sur ces bases de données informatisées. Afin de pouvoir effectuer une étude exhaustive, l'Agence aimerait obtenir plus de renseignements concernant les bases de données existantes. Par conséquent, nous saurions gré aux exploitants et aux utilisateurs de ces systèmes de nous faire part de l'information dont ils disposent.

Votre apport nous sera précieux. Veuillez faire parvenir vos commentaires et renseignements à :

Tammy Davies
Investissement Canada
Groupe du développement des marchés
235, rue Queen
5^e étage ouest
C.P. 2800
Succursale postale "D"
Ottawa, K1P 6A5
(613) 995-7231 🍁

■ Publications actuelles

L'investissement au Canada – titres choisis, Ottawa, Investissement Canada, 1988.

Investissement Canada a compilé des titres choisis parmi ses propres publications, celles du gouvernement du Canada et celles du secteur privé afin d'aider les investisseurs et les conseillers à l'étranger à trouver les renseignements dont ils ont besoin sur l'investissement au Canada. On y trouve des renseignements pour commander les publications, dont on peut obtenir gratuitement un exemplaire dans la plupart des cas.

On peut obtenir des renseignements sur la façon de commander *L'investissement au Canada – titres choisis*, et d'autres publications d'Investissement Canada auprès du Gestionnaire des publications, Investissement Canada, Case postale 2800, Succursale D, Ottawa, Canada K1P 6A5.

L'atout canadien, Ottawa, Investissement Canada, 1988.

L'édition de 1988 de ce recueil de près de 1 000 pages de textes, de cartes, de figures, de tableaux et de graphiques résume l'investissement au Canada par rapport aux climats géographique, social, politique et commercial. La version imprimée est offerte au Canada au prix de 150 \$ (180 \$ dans les autres pays). Il en existe une version logicielle compatible avec le PC IBM, au prix de 75 \$CAN (90 \$ à l'étranger), accompagnée d'un livret d'instructions. ... En PRIME – Les acheteurs de la version imprimée de L'atout canadien recevront sans frais, sur demande, la version logicielle. (Frais de manutention : 4,50 \$ pour la version imprimée, 2,25 \$ pour les autres.)

Pour obtenir *L'atout canadien*, faites parvenir votre chèque ou mandat de poste (libellé à l'ordre du Receveur général du Canada), au : Centre d'édition du gouvernement du Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9, tél. : (819) 997-2560.

Trade Liberalization and International Investment, Discussion Paper N° 347, par Alan Rugman, Université de Toronto, Ottawa, Conseil économique du Canada, mars 1988.

Les entreprises multinationales actives au Canada pourront absorber la plus grande partie des coûts d'adaptation imposés par un accord bilatéral de libre-échange. C'est là la conclusion clé de cette étude, basée sur une analyse théorique et empirique et complétée par un questionnaire adressé aux 43 plus grandes multinationales industrielles qui ont des ventes de plus d'un milliard de dollars.

Les publications de la série «Document» sont des documents de travail à tirage limité, diffusés dans la langue de rédaction et transmises aux personnes intéressées en vue d'obtenir leurs commentaires. Communiquer avec le : Directeur de l'information, Conseil économique du Canada, Case postale 527, Ottawa (Ontario) K1P 5V6. 🍁